

AMBASSADE DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN
REPRESENTATION PERMANENTE AUPRÈS DES
ORGANISATIONS DES NATIONS UNIES A ROME
Via Siracusa 4/6 Rome 00161
Tel. (06) 44291285 Fax: 44291323
Website: www.cameroonembassy.it



EMBASSY OF THE REPUBLIC OF CAMEROON
PERMANENT REPRESENTATION TO THE
UNITED NATIONS ORGANISATIONS IN ROME
4/6 Via Siracusa Rome 00161
Tel. (06) 44291285 Fax: 44291323
Email: info@cameroonembassy.it

DÉCLARATION DE S.E. DOMINIQUE AWONO ESSAMA, AMBASSADEUR/REPRÉSENTANT PERMANENT DU CAMEROUN À L'OCCASION DE LA DEUXIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA NUTRITION ROME 19-21 NOVEMBRE 2014

Monsieur le Président de la Conférence,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Monsieur le Directeur général de la FAO,
Madame la Directrice générale de l'OMS,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Représentants permanents,
Distingués invités,
Mesdames et Messieurs

La communauté internationale, sous l'initiative conjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation mondiale de la santé, se rassemble en ce moment pour débattre de la question de la nutrition. Ceci est sans doute une étape importante dans le développement de politiques et stratégies globales, régionales et nationales en matière de nutrition. C'est une initiative que le Gouvernement de mon pays salue, en relevant l'opportunité des présentes assises.

C'est donc pour moi l'occasion de remercier et féliciter toutes les parties qui se sont investies dans la préparation de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition. À cet égard, je voudrais rendre, en particulier, un hommage bien mérité au Groupe de travail à composition non limité, qui a négocié les deux documents de base, à savoir la *Déclaration de Rome sur la nutrition* et le *Cadre d'action* y afférent, soumis à l'approbation de la Conférence.

Le Cameroun ayant participé activement aux négociations de ces deux documents, c'est tout à fait logiquement que nous les soutenons en leur forme et contenu actuels. Nous en appelons à la mobilisation générale pour l'intégration, à l'échelle globale, de la question de nutrition dans l'agenda post 2015 et la finalisation des Objectifs de développement durable. À l'échelle régionale, nous invitons à la prise en compte, par les organisations régionales pertinentes, de la contribution de la nutrition à la sécurité alimentaire et à l'objectif d'éradication de la faim. Enfin, à l'échelle nationale, nous encourageons le développement et la mise en œuvre, le cas échéant, des actions concrètes en matière de nutrition.

Je voudrais maintenant partager avec vous, honorables conférenciers, quelques expériences camerounaises en matière de nutrition.

Au Cameroun, en effet, il existe plusieurs formes de malnutrition. Celle qui sévit le plus est le retard de croissance et l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de cinq ans. Les conséquences sont lourdes pour le pays. En effet, le Cameroun perd au moins 3% de son produit intérieur brut à cause de la malnutrition. Soit une perte annuelle de plus de 780 millions USD.

Au nombre des principales carences nutritionnelles observées au Cameroun, on peut citer : l'apport insuffisant en aliments sources d'énergie et de protéines (kwashiorkor et marasme) ; la carence en vitamine A ; l'anémie par carence en fer ; la carence en iode. Par ailleurs, avec les changements de mode de vie, on assiste à l'émergence de maladies de civilisation que sont l'hypertension artérielle, le diabète et l'obésité.

le Gouvernement du Cameroun a élaboré en 2006, un document de Politique d'alimentation et de nutrition qui définit les grands axes devant conduire à l'amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle des populations.

Cette politique, mise en œuvre par le Programme national d'alimentation et de nutrition comportait neuf composantes essentielles. Il s'agit de :

- la Promotion de l'allaitement maternel ;
- la lutte contre la malnutrition;
- la lutte contre les carences en micronutriments ;
- la prévention et la prise en charge des maladies non transmissibles liées à la nutrition ;
- le soutien nutritionnel aux groupes vulnérables et socio économiquement défavorisés ;
- la prise en charge nutritionnelle des personnes vivant avec le VIH/SIDA ;
- la promotion de la sécurité sanitaire des aliments ;
- la sécurité alimentaire et la formation ;
- le recrutement des professionnels en Nutrition.

À l'issue de plusieurs rencontres en 2013 entre les décideurs politiques, les acteurs techniques et les acteurs nationaux, dans le cadre de la mission Inter-Agences de plaidoyer pour le repositionnement institutionnel et stratégique de la nutrition dans les politiques et programmes sectoriels au Cameroun, une action multisectorielle d'envergure contre la malnutrition, dans laquelle interviennent plusieurs partenaires, notamment le la FAO, l'OMS, l'UNICEF et le Gouvernement, est en cours au Cameroun. Cette action multisectorielle devra conduire à terme à certains résultats. Le but visé est:

- i) d'avoir une compréhension commune de la malnutrition au Cameroun;
- ii) d'analyser les mécanismes de coordination et de mise en œuvre des interventions multisectorielles;
- iii) de dresser l'état des lieux des acquis et des insuffisances, et faire des recommandations pour la mise en œuvre de la Feuille de route du Mouvement «SUN: Scaling Up Nutrition» et
- iv) de conduire le plaidoyer pour un renforcement du caractère multisectoriel de la lutte contre la malnutrition.

Le Cameroun a rejoint le Mouvement SUN en mars 2013. La plateforme multi-acteurs est en place, le Point focal désigné et les participants identifiés. La formalisation réglementaire et la dotation en ressources humaines et financières en cours, permettraient de rendre son action plus efficace.

La plateforme se coordonne avec le Comité interministériel pour la sécurité alimentaire, créé en 2009, regroupant 19 ministères et présidé par le Secrétaire général des services du Premier ministre. Sa mission est de développer des orientations politiques et stratégiques pour les interventions de sécurité alimentaire et la mise en œuvre du programme national de sécurité alimentaire. En outre, le Programme national d'investissement agricole validé par le Gouvernement et les potentiels bailleurs de fonds en 2014 intègre des actions sur la nutrition.

La plateforme de la société civile présidée par Helen Keller International, associée des ONG de secteurs divers (santé, éducation, agriculture). Les termes de référence ainsi qu'un programme de travail ont été élaborés, qui comprend la recherche de fonds propres. Les Organisations de la Société Civile (OSC) nationales intervenant dans les domaines de l'agriculture au sens large, de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de développement local se sont retrouvées le mardi 8 avril 2014 à Yaoundé pour une Session d'échanges sur la nutrition au Cameroun .

Le Réseau des Nations-Unies, sous le leadership de l'UNICEF, prépare son plan d'action. La Coopération française travaille à la création d'une plateforme des donateurs. Un réseau du secteur privé a été lancé lors du Business Forum de la nutrition tenu en mai 2014.

Un réseau de parlementaires pour la lutte contre la malnutrition est également très actif.

Le Cameroun a organisé son premier «NUTRITHON» à Douala le 7 novembre 2014. Il s'agit d'une collecte de fonds organisée par l'UNICEF dans le but de financer le « Programme de fortification à domicile des aliments » pour les jeunes enfants de 6 à 23 mois. Environ 300 000 enfants sont ciblés. Cette opération a pour objectif de sensibiliser et informer l'opinion publique nationale et la diaspora sur la malnutrition des enfants et ses conséquences sur leur développement physique et cognitif et sur le développement du pays. L'événement qui entre dans le cadre du plaidoyer en faveur de la nutrition pour les enfants au Cameroun, visait également à mobiliser les politiques, les décideurs, les bailleurs de fonds, le secteur privé et les citoyens pour investir davantage dans la nutrition. C'est donc là une belle occasion offerte à chacun d'apporter sa contribution à la stratégie nationale de lutte contre la malnutrition. Les ressources financières nécessaires pour la mise en œuvre de cette stratégie sont estimées à 138 millions USD, soit environ 4.5 USD par enfant.

Comme on peut le noter, le Cameroun est conscient des enjeux de la nutrition sur la sécurité alimentaire et le développement socio-économique du pays et est engagé sur plusieurs fronts pour donner un profil élevé à la nutrition dans la stratégie de développement du pays.

Je voudrais terminer mon propos par un mot de remerciement du Gouvernement du Cameroun à l'égard de la présidence italienne de la Deuxième Conférence sur la nutrition, qui conduit nos travaux avec beaucoup de brio, et à l'égard des Directeurs généraux de la FAO et de l'OMS pour cette louable initiative.

Je vous remercie de votre aimable attention.